

## L'HISTOIRE VUE D'EN HAUT.

Le XXe siècle allemand à l'échelle des grandes synthèses

**Jean Solchany**

**Belin** | *Revue d'histoire moderne et contemporaine*

**2006/1 - no 53-1**  
**pages 156 à 177**

**ISSN 0048-8003**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2006-1-page-156.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Solchany Jean, « L'histoire vue d'en haut. » Le XXe siècle allemand à l'échelle des grandes synthèses,  
*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2006/1 no 53-1, p. 156-177.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

### L'histoire vue d'en haut. Le XX<sup>e</sup> siècle allemand à l'échelle des grandes synthèses

À propos de :

**HANS-ULRICH WEHLER,**

*Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Vierter Band: Vom Beginn des Ersten Weltkrieges bis zur Gründung der beiden deutschen Staaten 1914-1949,*  
Munich, Beck, 2003, 1173 p.

**HEINRICH AUGUST WINKLER,**

*Histoire de l'Allemagne, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle. Le long chemin vers l'Occident,*  
Paris, Fayard, 2005, 1152 p.

Jean SOLCHANY

En ce début de siècle, dans un paysage historiographique allemand de plus en plus insaisissable, marqué comme d'autres par la prolifération des terrains de recherche et l'éclatement des problématiques, deux sommes magistrales réalisées par deux historiens prestigieux nous invitent à prendre de la hauteur en hissant fièrement l'étendard de la synthèse<sup>1</sup>. En 2003, Hans-Ulrich Wehler, l'un des pères fondateurs de la nouvelle histoire sociale allemande dans les années 1970, a publié une histoire générale de l'Allemagne, qui va de l'Empire finissant à la préhistoire des deux Allemagne. Depuis la fin des années 80, ce spécialiste de l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle s'est lancé dans la rédaction d'une gigantesque histoire de la société allemande à l'époque contemporaine. Avec le tome 4 de cette *Gesellschaftsgeschichte*, il s'aventure donc relativement loin de ses bases en abordant l'« âge des extrêmes ». Sur ce terrain, il a été il est vrai devancé par Heinrich August Winkler, autre grande figure de la communauté historienne allemande, auteur en 2000 de *Der lange Weg nach Westen*, ambitieuse relecture de l'histoire allemande contemporaine qui fait la part belle au siècle des deux guerres mondiales, du nazisme et de la division. Dans sa version française, *Le long chemin vers l'Occident* est arrivé dans les bacs des libraires en juin 2005. Avec ces ouvrages, les deux historiens redonnent une

1. Cet article prend appui sur une communication présentée en avril 2005 à l'EHESS dans le cadre du séminaire « Les mots et l'histoire: historiens français et allemands face à leurs sources et à leurs outils ».

légitimité à une perspective généraliste que l'on aurait pu croire moribonde, à l'ère de l'hyperspécialisation. Certes, le retour des grandes histoires nationales est une réalité depuis un certain temps déjà. Thomas Nipperdey a ouvert le bal au début des années 80 avec sa *Deutsche Geschichte 1800-1866*, bientôt suivi par Hans-Ulrich Wehler et le premier tome de sa *Gesellschaftsgeschichte*<sup>2</sup>. On se souvient des nombreux débats et réflexions suscités par ces deux approches rivales du temps qui a précédé le cataclysme de 1914<sup>3</sup>. Mais pendant longtemps, les historiens allemands n'avaient pas osé se lancer dans l'entreprise d'une grande histoire générale de l'Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. En comblant cette lacune, Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler ont incontestablement relevé un défi, leurs réflexions trouvant un large écho dans la presse<sup>5</sup>.

2. Thomas NIPPERDEY, *Deutsche Geschichte 1800-1866. Bürgerwelt und starker Staat*, Munich, Beck, 1983, Hans-Ulrich WEHLER, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Erster Band: Vom Feudalismus des Alten Reiches bis zur Defensiven Modernisierung der Reformära 1700-1815*, Munich, Beck, 1987. Voir également les autres tomes de ces deux histoires générales: Thomas Nipperdey, *Deutsche Geschichte 1866-1918. Band I: Arbeitswelt und Bürgergeist*, Munich, Beck, 1990, Band II: *Machtstaat vor der Demokratie*, Munich, Beck, 1992; Hans-Ulrich WEHLER, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Zweiter Band: Von der Reformära bis zur industriellen und politischen «Deutschen Doppelrevolution» 1815-1845/49*, Munich, Beck, 1987; *Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Dritter Band: Von der «Deutschen Doppelrevolution» bis zum Beginn des Ersten Weltkrieges 1849-1914*, Munich, Beck, 1995. D'autres historiens, allemands et étrangers, ont également proposé des grandes histoires du XIX<sup>e</sup> siècle allemand: David BLACKBOURN, *The Fontana History of Germany, 1780-1918: the Long Nineteenth Century*, Londres, Fontana, 1997; James J. SHEEHAN, *German History 1770-1866*, Oxford, Clarendon Press, 1989; Wolfram SIEMANN, *Vom Staatenbund zum Nationalstaat. Deutschland 1806-1871*, Munich, Beck, 1995.

3. Voir Roger CHICKERING, «Drei Gesichter des Kaiserreiches. Zu den großen Synthesen von Wolfgang J. Mommsen, Hans-Ulrich Wehler und Thomas Nipperdey», *Neue Politische Literatur*, 41, 1996, p. 364-375; Richard J. EVANS, «Nipperdeys Neunzehntes Jahrhundert. Eine kritische Auseinandersetzung», *Geschichte und Gesellschaft*, 20, 1994, p. 119-139; Lothar GALL, «Deutsche Gesellschaftsgeschichte», *Historische Zeitschrift*, 248, 1989, p. 365-675; Winfried SCHULZE, «Eine» Synthese von Ranke und Weber? Bemerkungen zu Hans-Ulrich Wehlers «Deutsche Gesellschaftsgeschichte», *Geschichte und Gesellschaft*, 14, 1988, p. 392-402; Jonathan SPERBER, «Master Narratives of German History», *Central European History*, 24, 1991, p. 69-91.

4. Dans un format qui relève de l'essai et non de l'histoire générale, voir la relecture du XX<sup>e</sup> siècle proposée par: Eberhard JÄCKEL, *Das deutsche Jahrhundert. Eine historische Bilanz*, Stuttgart, DVA, 1996. Voir également la petite synthèse de 120 pages: Andreas WIRSCHING, *Deutsche Geschichte im 20. Jahrhundert*, Munich, Beck, 2000.

5. Les deux ouvrages ont été abondamment recensés dans la presse. Sur l'ouvrage de Heinrich August Winkler, voir les recensions publiées dans la *Tageszeitung* du 16 janvier 2001, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21 mars et du 11 octobre 2000, la *Frankfurter Rundschau* du 22 mars et du 18 octobre 2000, la *Süddeutsche Zeitung* du 23 mars et du 25 septembre 2000, la *Zeit* du 23 mars et du 19 octobre 2000, la *Neue Zürcher Zeitung* du 23 août et du 25 novembre 2000. Sur le tome 4 de la *Gesellschaftsgeschichte*, les historiens eux-mêmes ont mis leur plume au service des quotidiens: voir les recensions de Götz Aly dans la *Berliner Zeitung* du 24 septembre 2003, d'Ulrich Herbert dans la *Süddeutsche Zeitung* du 6 octobre 2003, de Richard J. Evans dans la *Frankfurter Rundschau* du 8 octobre 2003, de Hans Mommsen dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 1<sup>er</sup> novembre 2003. Les deux ouvrages ont également été abondamment discutés dans les revues scientifiques: Anselm DOERING-MANTEUFFEL, «Eine politische Nationalgeschichte für die Berliner Republik. Überlegungen zu Heinrich August Winklers» «Der lange Weg nach Westen», *Geschichte und Gesellschaft*, 27, 2001, p. 446-462, Konrad A. JARAUSCH, Recension de *Der lange Weg nach Westen*, publiée par H-Soz-u-Kult en avril 2001 (<http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/>), Jean SOLCHANY, «La *Gesellschaftsgeschichte* en perdition? Remarques sur le dernier opus de Hans-Ulrich Wehler», *Bulletin de la Mission Historique Française en Allemagne*, n° 40, 2004, 151-166. Voir également le dossier spécial d'une demi-douzaine d'articles consacré au livre de Hans-Ulrich Wehler dans *Zeithistorische Forschungen*, n° 1, 2004 (accessible en ligne sur le site [www.zeithistorische-forschungen.de/](http://www.zeithistorische-forschungen.de/))

Notre ambition n'est pas de procéder à une recension exhaustive, mais d'interroger deux analyses surplombantes, deux réécritures du siècle le plus mouvementé et le plus tragique de l'histoire allemande. Avant toute chose, il convient de souligner les différences de conception et de format entre les deux ouvrages. Celui de Hans-Ulrich Wehler, qui avoisine les 1 200 pages, ne traite que du premier *xx<sup>e</sup>* siècle. Il s'inscrit dans un projet d'ensemble, dont il constitue non pas l'aboutissement, mais une simple étape, un cinquième tome couvrant la période qui s'étend de la fondation des deux Allemagne à la réunification étant actuellement en préparation. À l'inverse, le livre de Heinrich August Winkler, de format équivalent, forme un édifice complet et balaie une période beaucoup plus large. Mais ces différences ne suffisent pas à mettre en question la pertinence de la comparaison que nous nous proposons de mener. Le livre de Wehler constitue une unité clairement individualisée, pourvue d'une longue conclusion consacrée à l'« âge des extrêmes allemand ». Véritable *stand alone*, si l'on ose dire, il propose une interprétation d'ensemble du *xx<sup>e</sup>* siècle allemand au même titre que l'ouvrage de Heinrich August Winkler. Dans un cas comme dans l'autre, le noyau dur de la réflexion tourne autour de la signification à accorder au nazisme dans le déroulement de l'histoire allemande. La même problématique, celle de la voie singulière allemande, le fameux *Sonderweg*, fascinant phénix historiographique, structure les deux livres qui réservent l'un et l'autre une place considérable à l'histoire politique.

Notre analyse ne sera pas dépourvue d'une certaine tonalité critique. Cette dernière ne prend toutefois son sens qu'au regard de la réelle performance réalisée par deux historiens qui ont réussi l'improbable, à savoir concilier une impressionnante maîtrise de l'historiographie avec un réel sens de la mise en intrigue. Le lecteur est immergé dans deux reconstitutions du passé allemand qui possèdent chacune une belle cohérence et une grande force de suggestion. Mais, quelles que soient leurs qualités, les deux ouvrages présentent également des faiblesses qui invitent non seulement à discuter tel parti pris historiographique ou telle option interprétative, mais plus fondamentalement encore à questionner la démarche historiographique qu'implique l'élaboration d'ouvrages aussi généralistes à une échelle d'analyse aussi vaste. La tradition de la grande histoire nationale que s'approprient Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler pour saisir le *xx<sup>e</sup>* siècle n'a en effet aucun caractère d'évidence. Il s'agit d'un format particulièrement contraignant qui induit un rapport à l'histoire et à la manière de la mettre en scène dont il aurait été nécessaire de souligner les limites, afin de mieux en contrôler les implications sur le processus complexe que constitue l'écriture de l'histoire.

#### L'HISTOIRE POLITIQUE ET ÉVÉNEMENTIELLE COMME RHÉTORIQUE SALVATRICE

S'il est un biais que Heinrich August Winkler assume sans complexe, c'est celui du recours à l'histoire politique pour rendre compte du passé allemand. Son ambition affichée est d'analyser le « rapport entre démocratie et nation », qui constitue le « cœur de *cette* histoire allemande des *xix<sup>e</sup>* et *xx<sup>e</sup>* siècles »

(p. 11). L'auteur prend, il est vrai, le soin de se démarquer d'approches qu'il juge périmées : « Il s'agit d'une histoire politique mais qui ne s'inscrit pas dans les règles habituelles du genre » (p. 11). Pas question, dans cette perspective, de s'attarder sur les « grandes entreprises diplomatiques », ni sur les « affaires de l'État », encore moins sur les événements considérés en tant que tels. Refus d'une « histoire globale » donc, mais aucunement d'une « histoire de problèmes » (*Problemgeschichte*). L'enjeu est bien plutôt de délimiter le matériau permettant de traiter la problématique retenue, de rendre compte des « interprétations de l'histoire qui ont agité les hommes et influencé les décisions politiques », d'élaborer une « histoire du discours » (p. 11). Au regard des objectifs affichés dans l'introduction, l'analyse proposée paraît quelque peu en retrait. Sans doute parce que l'auteur a choisi de privilégier une approche événementielle qui, selon lui, ne constitue pas l'« antithèse de l'explication », mais la « forme qui convient à celle-ci » (p. 13)<sup>6</sup>. Le produit fini consiste en une histoire de facture assez traditionnelle, centrée sur les principaux événements politiques. Force est de constater que les « affaires de l'État » occupent une place importante, la composition de chaque nouveau gouvernement étant présentée dans le détail avec le nom du titulaire de chaque ministère. Les « grandes entreprises diplomatiques » sont loin d'être absentes, notamment lorsqu'il s'agit d'évoquer la « question allemande » au lendemain de 1945. Le lecteur a donc souvent le sentiment de voler d'une conférence à l'autre, d'un congrès à l'autre, d'un gouvernement à l'autre, sans qu'une analyse plus structurée de l'histoire politique soit mise en œuvre. *Last but not least*, les « personnalités » qui « font » ou ne « font » pas l'histoire jouent un rôle non négligeable dans l'analyse, ainsi que l'illustre l'exemple weimarien : « Le seul homme d'État digne de ce nom qu'eut produit la république de Weimar [Stresemann] allait rapidement se montrer irremplaçable en politique extérieure et intérieure » (p. 403). Au fur et à mesure que l'on avance dans le temps, le récit tend d'ailleurs à se densifier, l'auteur parvenant de moins en moins à maîtriser le flot des événements. Avec pour résultat paradoxal que l'époque weimarienne, et plus encore l'ère hitlérienne, font figure de parents pauvres par comparaison avec l'après-guerre. Les années nazies, sans conteste la période la plus intensément étudiée par l'historiographie mondiale, sont expédiées en à peine 94 pages, alors que l'évocation très événementielle des années 1989 et 1990 s'étale sur 123 pages.

Le choix de privilégier la narration événementielle ne signifie pas que l'auteur se contente d'une simple chronique. Les thèses générales, synthétisées dans la conclusion, sont également abordées dans le fil du récit. En outre, l'histoire du discours annoncée en introduction est effectivement mise en œuvre

6. Heinrich August Winkler reprend là un argumentaire déjà avancé pour justifier son histoire très événementielle de la république de Weimar parue quelques années auparavant : Heinrich August WINKLER, *Weimar 1918-1933. Die Geschichte der ersten deutschen Demokratie*, Munich, Beck, 1993, p. 11-12.

sous la forme d'une évocation, ponctuée de nombreuses citations, des analyses de l'histoire et de la question allemandes proposées par de nombreux hommes politiques, penseurs et intellectuels contemporains des grands événements que relate l'auteur. Le grand nombre de débats politico-mémoriels évoqués pour la période de l'après-guerre nourrit également plusieurs développements sur la question centrale de la « maîtrise du passé » (*Vergangenheitsbewältigung*) qui viennent enrichir le canevas événementiel. Il en est de même des réflexions, un peu courtes, menées sur la « modernisation conservatrice » qui touche les cultures politiques allemandes dans les années 50. En revanche, la dimension proprement économique, sociale et culturelle de la période est globalement passée par pertes et profits. Le spécialiste de Weimar cherchera en vain des développements dignes de ce nom sur la culture et la société, évoquées en quelques lignes au détour de tel ou tel paragraphe relevant de l'histoire politique. De la même manière, les aspects économiques, y compris la crise de 1929, sont abordés de façon très rapide et incomplète, au fil de l'évocation d'une période particulièrement chargée sur le plan événementiel. Même constat pour l'après-guerre : les profondes transformations économiques, sociales et culturelles générées par la croissance accélérée des années du « miracle économique » sont expédiées en une vingtaine de lignes (p. 599). Le traitement du pacifisme reflète l'impérialisme de la grille de lecture politique privilégiée par l'auteur, soucieux avant tout d'analyser le problème posé au chancelier Helmut Schmidt par l'émergence d'une opposition au déploiement des euromissiles. La contestation pacifiste dans sa dimension contre-culturelle et, plus généralement, les nouveaux mouvements sociaux des années 70 comme révélateurs d'une importante mutation socio-culturelle, ne sont pas analysés. Le lecteur doit également se contenter d'une réflexion sur le phénomène religieux qui ne dépasse pas le stade de quelques considérations très générales sur la mutation des pratiques observée dans les années 1990. Chez Heinrich August Winkler, l'histoire politique dans le sens le plus événementiel du terme règne donc sans partage. La société envisagée dans ses différentes dimensions est évacuée de l'analyse.

Telle n'est bien sûr pas l'option retenue par Hans-Ulrich Wehler qui, dans l'introduction de son ouvrage, réaffirme avec vigueur la validité du programme de la *Gesellschaftsgeschichte* pour rendre compte de la période la plus tragique du passé allemand. De fait, de nombreux développements sont consacrés à l'économie, aux grands groupes sociaux, aux administrations, aux organisations patronales et syndicales, aux institutions culturelles, bref aux structures de la société allemande. L'architecture du tome 4 reprend celle des précédents, les fameux quatre « axes » du paradigme wehlerien - l'économie, la société, le pouvoir politique, la culture - continuent de guider l'analyse. L'ambition de Hans-Ulrich Wehler est toujours de mettre au jour les « conditions structurelles » (*Strukturbedingungen*) et les « processus de développement » (*Entwicklungsprozesse*) qui commandent la dynamique de l'évolution historique au-delà de l'écume de la politique et de l'événement. La partie consacrée à la

Première Guerre mondiale parvient ainsi à combiner de manière efficace différents facteurs d'explication de nature politique, économique et sociale. Certes, l'écriture wehlérienne a ses limites et frappe par son caractère désincarné : la vie politique, les phénomènes culturels, la réalité sociale, l'activité économique ne sont que rarement décrits dans leur matérialité. La *Gesellschaftsgeschichte* privilégie l'analyse des processus, la mise en évidence des structures, la présentation de données chiffrées sur des phénomènes quantifiables. Ce qui relève de la vie quotidienne, de l'activité concrète, de la culture entendue non pas comme une série d'institutions culturelles – l'école, l'université, la presse – qu'il s'agirait d'analyser avant tout comme des structures sociales –, mais comme un ensemble de normes dont il importerait de reconstituer non seulement les conditions de production mais également la logique interne, la diffusion et l'intériorisation par les acteurs, est en revanche délaissé.

Quelles que soient les limites du paradigme culturaliste qui, depuis les années 1980, a ébranlé les certitudes d'une certaine histoire sociale, l'histoire que pratique Hans-Ulrich Wehler souffre donc encore et toujours de réduire la dimension culturelle à sa portion congrue, de négliger le niveau des représentations, de ne pas prendre la pleine mesure de la diversité des situations et des comportements à l'échelle de la famille, du village, de la communauté, des organisations, que d'autres approches, de type microhistorique ou relevant de l'histoire de la vie quotidienne et des interactions, permettent de mieux cerner. On peut également regretter l'insuffisante prise en compte de la dimension régionale. À l'instar de l'Empire très uniforme dépeint dans le tome 3, l'Allemagne de Weimar et l'Allemagne nazie apparaissent comme des ensembles étonnamment homogènes. Or, c'est précisément au milieu des années 20 que les contrastes entre régions les plus développées et provinces les moins industrialisées atteignent leur maximum. Sur le plan politique, la variable régionale n'est pas moins importante. Quelques études de cas auraient pu permettre d'affiner l'analyse de la prise du pouvoir par les nazis en montrant que, sur le terrain, suivant les contextes et les rapports de force locaux, la *Machtergreifung* ne se déroule pas selon les mêmes modalités. Concernant l'impact du réarmement, il n'aurait pas été inutile de rappeler que le reflux du chômage ne s'effectue pas partout au même rythme, que le boom économique nazi induit une reprise de l'industrialisation qui ne bénéficie pas à l'ensemble des régions.

Ces problèmes inhérents à la démarche de la *Gesellschaftsgeschichte* ne mettent cependant pas en cause la supériorité de l'approche wehlérienne sur l'approche winklérienne, du moins si l'on partage la conviction qu'une réflexion sur le xx<sup>e</sup> siècle allemand ne saurait se réduire à l'évocation d'une seule de ses dimensions. Reste qu'il ne faut pas surestimer le poids de l'histoire économique, sociale et culturelle. L'histoire politique, y compris dans sa dimension la plus événementielle, est loin d'être absente de l'analyse de Hans-Ulrich Wehler. S'agissant de l'époque weimarienne, la démographie, l'urbanisation, la question de la jeunesse et du travail des femmes sont ainsi traités en une

dizaine de pages, soit moins que l'espace réservé au traitement de l'instabilité politique des années 1919-1923. Au-delà des développements très classiques sur la naissance et la mort de Weimar, d'importantes thématiques font l'objet d'une approche réductrice parce que subordonnée à des questionnements relevant de l'histoire politique. Ainsi, le chapitre consacré aux Églises offre moins une histoire sociale et culturelle du fait religieux – le renouveau liturgique et culturel catholique est évoqué très rapidement, les milieux catholiques et protestants ne sont pas véritablement étudiés – que la mise en évidence des responsabilités, en premier lieu celles des Églises protestantes, dans la montée du nationalisme radical et l'avènement du national-socialisme.

Enfin, les professions de foi structuralistes de Hans-Ulrich Wehler ne doivent pas faire illusion. Récemment, l'historien Paul Nolte, qui s'est penché sur la structure rhétorique des deux grandes histoires générales de l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle produites par Thomas Nipperdey et Hans-Ulrich Wehler, a montré que l'écriture wehlerienne était, tout bien considéré, relativement traditionnelle dans sa manière d'organiser le récit historique<sup>7</sup>. L'exemple du conflit constitutionnel prussien dans les années 1860 est révélateur à cet égard : Hans-Ulrich Wehler bâtit en effet un récit qui fait la part belle à l'action des hommes politiques et aux péripéties résultant des intentions contradictoires de quelques personnages majeurs. Paul Nolte précise, il est vrai, que Hans-Ulrich Wehler intercale dans ce schéma purement événementiel des considérations plus structurelles qui sont autant de mises en perspectives. Mais, conclut-il, c'est bien la narration événementielle centrée sur l'action des grands hommes politiques qui commande l'analyse et non les considérations structurelles. On peut formuler une appréciation assez similaire à propos du tome 4, dont la mécanique argumentative repose bien plus sur l'évocation des grandes idéologies et des grands hommes que sur l'analyse des structures de la société. L'affirmation d'un nationalisme radical constitue le fil directeur de la réflexion sur la période weimarienne. Le phénomène nazi est abordé dans une perspective bien plus intentionnaliste que structuraliste. Par certains aspects, Hans-Ulrich Wehler semble plus proche de Heinrich von Treitschke que de Max Weber dans sa lecture du passé, qui fait la part belle aux grandes figures historiques. L'interprétation wehlerienne de l'histoire allemande contemporaine peut en effet se résumer ainsi : il y aurait d'abord eu le pouvoir charismatique de Bismarck, puis celui de Hitler. Dans l'intervalle, les Allemands auraient été dans l'attente d'un nouveau messie. La mise en intrigue à laquelle procède Hans-Ulrich Wehler est donc très traditionnelle. Si elles ne sont pas absentes, l'histoire économique et sociale, plus encore l'histoire culturelle, jouent un rôle très subordonné dans l'économie générale de l'analyse, contrairement aux présupposés de la *Gesellschaftsgeschichte*.

7. Paul NOLTE, « Darstellungsweisen deutscher Geschichte. Erzählstrukturen und «master narratives» bei Nipperdey und Wehler », in Christop CONRAD, Sebastian CONRAD (dir.), *Die Nation schreiben: Geschichtswissenschaft im international Vergleich*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2002, p. 236-268.



L'accent mis sur l'histoire politique par Heinrich August Winkler, mais aussi, à un degré moindre, par Hans Ulrich Wehler, peut-il est vrai se justifier jusqu'à un certain point. Le xx<sup>e</sup> siècle allemand est particulièrement lourd en événements, en tragédies et en crimes d'État qui résonnent lugubrement dans les mémoires. Les ruptures ont été nombreuses et profondes. Aucun autre pays du monde occidental n'offre une évolution aussi chaotique, dont bien des aspects relèvent d'une approche politique dont il n'est aucunement question de minimiser la pertinence et l'importance. On ne peut que suivre Hans-Ulrich Wehler lorsque, contrairement à la manière dont il a procédé dans les tomes précédents de sa *Gesellschaftsgeschichte*, il fait débiter la partie consacrée au nazisme par un développement portant sur les « conditions structurelles » et les « processus de développement du pouvoir politique ». En dépit de ses limites, le chapitre consacré par Heinrich August Winkler à la république de Weimar est dans un sens exemplaire, puisqu'il parvient à rendre compte de nombreux aspects de l'histoire weimarienne par le seul biais de l'histoire politique. Et la question des origines du nazisme reste assurément centrale dans toute évaluation globale de l'histoire allemande au xx<sup>e</sup> siècle. En revanche, le parti pris événementiel se fait au détriment d'une approche structurelle et analytique du fait politique, centrée sur l'évocation de ses déterminants sociaux et culturels. Les cultures politiques, leur enracinement dans des milieux socio-culturels spécifiques, les réalités des pratiques politiques ne sont pas suffisamment étudiés. Il est également regrettable que la violence de masse en tant que phénomène non seulement politique, mais aussi culturel et anthropologique soit évoquée de manière aussi succincte, dans le fil de l'analyse événementielle. Le renouveau de l'historiographie concentrationnaire n'est, par exemple, pas évoqué. Les pouvoirs ne sont pas analysés en tant que dispositifs institutionnels dotés d'une dynamique propre.

Cette priorité donnée à l'histoire politique, voire au récit purement événementiel, ne résulte pas seulement d'un choix historiographique. Elle répond également à une préoccupation d'ordre rhétorique. La pluralité des objets relevant de questionnements de plus en plus divers, sans même évoquer les problématiques importées des autres sciences sociales, se laisse en effet difficilement circonscrire dans la trame d'un récit. Enfermé dans le champ clos mais rassurant de l'étroit domaine de spécialisation qui est le sien, l'enseignant-chercheur a perdu le goût de la synthèse. Ceux qui malgré tout s'aventurent sur ce terrain risqué sont confrontés à la nécessité de rendre cohérente une matière historique qui l'est de moins en moins. On peut donc se demander si l'histoire politique et événementielle ne constitue pas une rhétorique unificatrice et salvatrice qui permet d'ordonner le récit. Le genre de la grande histoire nationale impose aux historiens une contrainte d'intelligibilité qui incite à privilégier une approche certes à bien des égards réductrice, mais qui n'en possède pas moins de grandes vertus synthétiques. Cette volonté de rendre compréhensible, de trouver un biais unificateur, explique également pourquoi Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler fondent leur réflexion sur la

problématique du *Sonderweg*, de la « voie singulière » qu'aurait suivi l'Allemagne par rapport au monde occidental et dont le nazisme aurait été la conséquence ultime. Ce schéma peu novateur, contraignant et réducteur, n'en a pas moins le mérite de conférer une profonde cohérence au récit.

### LE SONDERWEG : DE LA FORCE D'UN PARADIGME

À ce stade de l'analyse, notre réflexion fait écho aux interrogations qui se sont faites jour ces dernières années, notamment dans l'historiographie allemande et anglo-saxonne, sur les grands paradigmes interprétatifs, sur ce que l'on a appelé les méta-récits, les *master narratives*, les *Meistererzählungen*<sup>8</sup>. Ces discussions résultent de la prise de conscience que l'histoire ne va plus de soi. La prise en compte du champ des représentations, la découverte de l'histoire de la mémoire, le débat sur le *linguistic turn* ont bouleversé notre rapport à la problématisation et à l'écriture. En Allemagne, le débat sur les *Meistererzählungen* a été également alimenté par la publication dans les années 80 et 90 des grandes synthèses évoquées précédemment. Du fait de l'importance qu'ils accordent à la problématique du *Sonderweg*, Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler nous incitent à poursuivre la réflexion. Le premier débute son ouvrage en posant ouvertement la question : « A-t-elle véritablement existé cette exception allemande, cette « voie singulière » si controversée » (p. 11) et propose, près de 1 000 pages plus loin, une réponse qui constitue la quintessence de sa vision du passé allemand : « L'exception allemande a bien existé. Et c'est cette voie singulière qui a conduit un pays profondément marqué par le Moyen Âge vers l'époque moderne » (p. 995). Après avoir rappelé le caractère tardif de la constitution de l'État-Nation allemand, Heinrich August Winkler insiste sur les conséquences dramatiques du déficit démocratique qui, selon lui, différencie fondamentalement l'Allemagne du monde occidental, l'horizon de référence obligé : « La mise sous le boisseau de la question de liberté constitue un chapitre essentiel des antécédents de la « catastrophe allemande » des années 1933 à 1945 » (p. 996). Le nazisme est le point d'aboutissement logique de cette lecture somme toute très classique du passé allemand : « Le régime d'Hitler a été le sommet de la révolte allemande contre les idées politiques d'Occident, auquel l'Allemagne était pourtant si étroitement liée culturellement et socialement ». Cette concession n'entrave pas une présentation

8. Voir Jeffrey COX, Shelton STROMQUIST (dir.), *Contesting the Master Narrative: Essays in Social History*, Iowa City, University of Iowa Press, 1998 ; Konrad H. JARAUSCH, Martin SABROW (dir.), *Die historische Meistererzählung. Deutungslinien der deutschen Nationalgeschichte nach 1945*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2002 ; Konrad JARAUSCH, Michael GEYER (dir.), *Shattered Past: (Re-)Constructing German Histories*, Princeton, Princeton University Press, 2002 ; Matthias MIDDEL, Monika GIBAS, Frank HADLER, « Sinnstiftung und Systemlegitimation durch historisches Erzählen. Überlegungen zu Funktionsmechanismen von Repräsentationen des Vergangenen », *Comparativ*, 10, 2000, n° 2, p. 7-35 ; Dorothy ROSS, « Grand Narrative in American Historical Writing: From Romance to Uncertainty », *American Historical Review*, 100, 1995, p. 651-677 ; Benjamin ZIEMANN, « Überlegungen zur Form der Gesellschaftsgeschichte angesichts des « cultural turn » », *Archiv für Sozialgeschichte*, n° 43, 2003, p. 600-613.

misérabiliste et téléologique des périodes et des régimes qui ont précédé 1933. Les appréciations portées sur la République de Weimar sont à cet égard révélatrices. La constitution de 1919 est ainsi accusée de rester « étroitement liée au système disparu », l'État autoritaire survivant « non seulement dans l'esprit des monarchistes, mais aussi dans celui d'un grand nombre de républicains convaincus » (p. 991). Cette République bien mal née fait ensuite l'objet, avec l'élection du maréchal von Hindenburg à la présidence, d'une « refondation conservatrice » – analyse que l'on pourra trouver excessive (p. 387). Le chemin de croix de la première démocratie allemande se poursuit lors de la période de stabilisation qui, à peine évoquée, est considérée comme « toute relative » (p. 393). Même s'il concède que le 30 janvier 1933 ne fut pas le résultat obligé de l'évolution politique antérieure, Heinrich August Winkler conclut en observant que la « cause ultime » de l'« effondrement de la première démocratie allemande » réside « dans le report historique de la question de la liberté au XIX<sup>e</sup> siècle », en clair dans le *Sonderweg* (p. 459).

Hans-Ulrich Wehler demeure lui aussi fidèle à la perspective singulariste. Dans le dernier tome de la *Gesellschaftsgeschichte*, il se réfère encore et toujours à la vision d'un pays qui, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, aurait quitté la voie de la modernisation occidentale (p. 981). Le *Sonderweg* est ainsi qualifié de « fil rouge » de l'analyse (p. 225). Sans doute, pour reprendre l'exemple weimarien, Hans-Ulrich Wehler se refuse-t-il à soumettre l'« histoire concrète de la République » à « la légende noire » de l'« échec total » (p. 230). Mais la *Gesellschaftsgeschichte* ne saurait esquiver la « question lancinante des causes » d'une catastrophe qui fait du régime weimarien l'« exemple fatal d'une autodestruction » (p. 230), dont la mise en évidence est la préoccupation première de l'auteur. Il en résulte une présentation très noire des années weimariennes, qui fait la part belle aux (incontestables) éléments de crise et de déstabilisation de la période. À l'époque weimarienne, l'Allemagne, sous le poids de son histoire spécifique, sur le plan des structures comme des cultures politiques, aurait continué de suivre sa voie particulière, devenant ainsi le seul pays hautement développé à voir un régime totalitaire se substituer à la démocratie parlementaire dans le contexte de la crise. Il faut cependant nuancer et préciser la conception du *Sonderweg* qui est celle de ces deux historiens. Heinrich August Winkler accorde une importance considérable au « mythe du Reich » et débute le premier chapitre de son ouvrage par une formule choc : « Au commencement il y eut l'Empire » (« *Im Anfang war das Reich* »). Répondant à Thomas Nipperdey et à Hans-Ulrich Wehler, qui ont eux aussi introduit leurs histoires générales de l'Allemagne par des accroches percutantes, il choisit de mettre l'accent sur la survivance d'un mythe du Reich qui aurait détourné l'Allemagne et ses élites de la modernité politique occidentale<sup>9</sup>. Au-delà de cette

9. « Au début il n'y a pas de révolution » (*Im Anfang steht keine Revolution*) a ainsi écrit Hans-Ulrich Wehler en 1987, répondant lui-même à Thomas Nipperdey qui avait commencé sa *Deutsche Geschichte 1800-1866* de 1983 par un retentissant « Au début il y eut Napoléon » (*Am Anfang war Napoleon*).

accentuation de la théorie, Heinrich August Winkler voit dans la division allemande de l'après-guerre une réalité qui autorise à cerner les contours d'une nouvelle singularité allemande qui perdure jusqu'en 1989. La longue et difficile marche de l'Allemagne vers la normalité occidentale n'aurait donc abouti que très tardivement, au lendemain de l'effondrement du communisme.

Dans le tome 3 et plus encore dans le tome de 4 de sa *Gesellschaftsgeschichte*, Hans-Ulrich Wehler propose quant à lui une interprétation du *Sonderweg* qui marque une évolution par rapport à ses réflexions antérieures. L'accent n'est plus autant mis que par le passé sur les déterminants économiques et sociaux. À l'heure de rendre compte du siècle d'Auschwitz, la version originelle du *Sonderweg* wehlérien a laissé la place à une lecture plus politique de l'histoire allemande. En lieu et place d'une théorie de la modernisation dont les vertus sont certes réaffirmées mais qui n'est plus véritablement opératoire, ce sont des explications relevant de l'histoire politique et de l'histoire des idées qui fondent la démonstration. La montée en puissance des idéologies, et notamment celle du nationalisme radical, sans équivalent dans d'autres pays, expliquerait fondamentalement l'arrivée au pouvoir de Hitler et de son mouvement, analysée comme l'aboutissement d'une dérive idéologique qui remonte à l'époque impériale et s'est accélérée durant la Première Guerre mondiale. Mais Hans-Ulrich Wehler explique également le succès d'Hitler par une « disposition sociale, enracinée dans la mentalité collective politique allemande, à se fier, en temps de crise, à l'action des grands individus historiques » (p. 679). Ce type de raisonnement nous semble davantage relever de la psychologie des peuples, soit d'un schéma interprétatif ancien et à bien des égards problématique, que d'une approche structurale de l'économie et de la société. L'ambition originelle du projet de la *Gesellschaftsgeschichte*, qui était de substituer à la perspective de l'histoire politique une autre clef de lecture du passé, centrée sur l'analyse des dynamiques économiques et sociales, semble ainsi avoir été abandonnée *de facto*.

Quoi qu'il en soit, le recours à la catégorie du *Sonderweg* illustre l'extraordinaire permanence d'un paradigme qui, dans sa version positive, visant à démontrer la supériorité de la voie allemande, remonte au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>. Il a fallu attendre 1945 pour que l'histoire allemande commence à être considérée de manière plus négative, les éléments de spécificité autrefois valorisées apparaissant désormais comme autant d'hypothèques et de handicaps ayant entravé la démocratisation du pays et donc préparé l'avènement du nazisme. Dans sa version la plus sophistiquée, la théorie du *Sonderweg* a émergé dans les années 1970. Un tiers de siècle plus tard, elle demeure d'actualité. Cette longévité peut surprendre. N'a-t-on pas, dès les années 80, annoncé dans les milieux informés le décès du *Sonderweg*? Les critiques sont d'abord venues du

10. Voir Bernd FAULENBACH, *Ideologie des deutschen Weges. Die deutsche Geschichte in der Historiographie zwischen Kaiserreich und Nationalsozialismus*, Munich, Beck, 1980. De manière plus générale sur le *Sonderweg*: Helga GREBING (dir.), *Der «deutsche Sonderweg» in Europa 1806-1945. Eine Kritik*, Stuttgart, Kohlhammer, 1986.

camp libéral-conservateur, mais aussi de certains historiens de gauche anglo-saxons<sup>11</sup>. La multiplication des études empiriques sur l'Empire allemand (*Kaiserreich*) et plus largement sur la société allemande d'avant 1933 a également entraîné sa mise en cause. Les tenants du *Sonderweg* n'ont toutefois pas renoncé. En 1999, tout en reconnaissant la nécessité de l'adapter et de le nuancer, Jürgen Kocka a réaffirmé sa validité<sup>12</sup>. Son choix comme principale grille de lecture dans deux ouvrages majeurs appelés à devenir des références sur l'histoire de l'Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle invite à conclure qu'il avait été enterré un peu trop rapidement par les spécialistes de l'historiographie.

Mais la « résistance » d'une problématique hors normes ne résulte pas seulement de la détermination des historiens d'une génération déjà ancienne à en défendre la pertinence. Plus fondamentalement, elle découle de la fonction identitaire et mémorielle que remplit une interprétation du passé allemand qui présente toutes les caractéristiques d'une *Meistererzählung*. Non seulement le schéma du *Sonderweg* synthétise les multiples dimensions du passé allemand, mais il offre aussi une interprétation d'une profonde limpidité, d'une grande force de suggestion, d'une extraordinaire force morale même, car fondée sur la dramaturgie de la faute et du rachat. La légitimité de ce paradigme découle de sa faculté à suggérer une lecture à la fois autocritique et constructive du passé allemand. Autocritique, parce qu'elle permet de se distancier d'un passé cauchemardesque dont on assume pleinement la responsabilité, en soulignant qu'il est le produit d'une évolution spécifiquement allemande. Constructive, car elle permet de s'identifier avec un patriotisme constitutionnel qui est la matérialisation la plus flagrante de la volonté de rupture avec le passé. Par là même, le *Sonderweg* constitue une vision de l'histoire qui se place idéalement à la jonction entre les préoccupations scientifiques des historiens et les attentes historico-mémorielles de la société. Aussi n'est-il guère surprenant de la retrouver au cœur de deux ouvrages qui s'inscrivent *mutatis mutandis* dans la lignée des grandes histoires nationales allemandes publiées depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Des historiens comme Johann Gustav Droysen, Heinrich von Sybel et Heinrich von Treitschke étaient parvenus jadis à synthétiser l'extraordinaire diversité de l'Allemagne préunitaire dans la vision à bien des égards réductrice d'une histoire allemande dont le principal acteur était la Prusse, présentée comme le moteur de l'unification. Après 1871, cette lecture du passé allemand, qui était en parfaite adéquation avec les aspirations unitaires nationales-libérales, s'est imposée comme l'histoire officielle de la nouvelle Allemagne impériale, les visions catholique et grande-allemande de l'histoire étant au contraire marginalisées. L'Allemagne impériale unifiée incarne alors un modèle, par opposition à la France et la Grande-Bretagne.

11. David BLACKBOURN, Geoff ELEY, *The Peculiarities of German History: Bourgeois Society and Politics in 19<sup>th</sup> Century Germany*, Oxford, Oxford University Press, 1984.

12. Jürgen KOCKA, « Asymmetrical Historical Comparison: The Case of the German *Sonderweg* », *History and Theory*, 38, 1999, n° 1, p. 40-50.

Suivant un processus à certains égards similaire, même s'il convient de ne pas pousser trop loin le parallélisme, la perspective du *Sonderweg* dans sa variante négative s'est progressivement affirmée sur la scène historiographique, intellectuelle et identitaire dans les décennies qui ont suivi l'effondrement du nazisme. Bien qu'elle soit répandue dans les milieux intellectuels et publicistiques de l'immédiat après-guerre, cette relecture critique du passé allemand – on parle alors de déviance allemande – ne parvient pas, dans un premier temps, à s'imposer véritablement, même si son impact en termes de démocratisation des cultures politiques a été d'emblée considérable<sup>13</sup>. Elle est rejetée en particulier par un *establishment* universitaire encore très conservateur. Le moment décisif intervient dans les années 1960 et 70, lorsqu'une nouvelle génération d'historiens critiques entreprend de mettre en cause l'héritage historiciste, tout en récusant le paradigme totalitaire et de manière plus globale une vision du passé peu préoccupée de la question essentielle des origines allemandes du nazisme. Cette aspiration à une lecture plus critique du passé, qui peut revendiquer une certaine pertinence scientifique et une incontestable légitimité morale, est en phase avec le nouveau climat mémoriel de la fin des années 60 et des années 70. À l'heure où les angoisses de la guerre froide se dissipent, à l'heure de toutes les contestations, à l'heure où un nouveau chancelier social-démocrate et ancien résistant au nazisme appelle à oser plus de démocratie, à l'heure enfin où le système universitaire monte en puissance, offrant des débouchés à une nouvelle génération iconoclaste, les conditions sont favorables à une appréhension plus critique du passé. Trois décennies plus tard, l'ancienne nouvelle histoire critique des années 70, qui a dû batailler ferme pour acquérir droit de cité, fait figure d'histoire établie, en adéquation avec le climat mémoriel du début du XXI<sup>e</sup> siècle. De même que la vision petite allemande de l'histoire est devenue le grand récit dominant de l'Allemagne impériale, la vision critique du *Sonderweg* est devenue le grand récit dominant de l'Allemagne unifiée.

Dans les années 2000, le *Sonderweg* constitue en effet un paradigme sinon hégémonique, du moins largement consensuel. Ce constat vaut, il est vrai, moins pour les recherches pointues, dont nous avons déjà souligné la grande diversité, que pour les représentations qui structurent le débat politique, idéologique et mémoriel. La grande majorité des Allemands et des élites se reconnaissent peu ou prou dans une vision de l'histoire qui, entre toutes, est la mieux à même de satisfaire les attentes mémorielles d'une société qui s'est considérablement démocratisée non seulement par rapport à l'entre-deux-guerres mais également par rapport aux années 50. Il y a osmose entre le schéma du *Sonderweg* et l'idée nationale allemande contemporaine. Dans les années 80, à l'occasion de la « querelle des historiens », mais également au lendemain de la chute du

13. Jean SOLCHANY, *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro (1945-1949)*, Paris, PUF, 1997.

Mur, lorsque les projecteurs se concentrèrent subitement sur le passé est-allemand, on a certes pu craindre l'émergence de nouvelles configurations politico-mémorielles, synonymes de relativisation des crimes nazis ou de renaissance du nationalisme. Il n'en a heureusement rien été. Quant à la lecture marxiste-léniniste du passé allemand, elle a sombré corps et bien, victime de ses faiblesses intrinsèques et de la disparition du régime qui l'avait engendrée. Si certains discours violemment contestataires peuvent subsister à la marge, du côté notamment de l'extrême-droite, si l'attention nouvelle portée aux victimes allemandes de la guerre soulève de légitimes inquiétudes, la vision démocratique d'une Allemagne postnationale, dont le ciment identitaire repose sur l'évocation culpabilisée des monstrueux crimes nazis et la conjuration de la malédiction du *Sonderweg*, semble devoir se maintenir durablement comme vision dominante structurant les représentations collectives.

Le recours à la théorie du *Sonderweg* comme principale catégorie d'analyse peut donc être interprété comme une réponse à la demande sociale qui s'adresse aux universitaires. Les historiens d'aujourd'hui ne sont pas moins sensibles que ceux d'hier au *Zeitgeist*, tout en contribuant à le façonner. Tout au moins à l'échelle de deux grandes histoires nationales dont le statut éditorial est particulier. Sommités internationalement reconnues, Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler visent en effet une audience qui dépasse le cadre restreint de la communauté universitaire et étudiante. Leur ambition n'est pas seulement de résumer l'état de la recherche, mais également de jouer le rôle de directeur de conscience historique. À une époque où la « maîtrise du passé » est devenue une exigence de tous les instants, au lendemain des bouleversements géopolitiques consécutifs à la chute du communisme, les historiens les plus prestigieux, ceux qui disposent des entrées éditoriales et médiatiques indispensables aux entreprises de grande envergure, ont une carte nouvelle à jouer dans le champ intellectuel : la grande synthèse, la grande histoire nationale semble retrouver un sens, celui de fournir des repères, de structurer l'identité nationale dans un contexte de normalité retrouvée. Cet objectif est clairement revendiqué par Heinrich August Winkler, qui diagnostique dans la configuration de l'Allemagne unifiée une situation d'urgence identitaire : « Les Allemands doivent s'approprier *toute* leur histoire dans un esprit critique » (p. 468). Car pour jouer un rôle constructif dans l'élaboration du « projet européen », ils doivent entreprendre au préalable de faire la « lumière sur leur identité nationale ». Cette assertion assigne à la démarche historique une finalité extra-scientifique. Heinrich August Winkler ne fait d'ailleurs pas mystère de défendre parfois autant un point de vue qu'une analyse : « Plus le livre s'approche du présent, plus il est difficile de tracer une frontière entre les jugements historiques et politiques » (p. 468). De fait, s'agissant des vingt dernières années du siècle passé, le lecteur a par moments le sentiment que l'analyse tient moins du bilan circonstancié que de la chronique d'un témoin qui ne dissimule pas sa sensibilité sociale-démocrate, faisant la part belle aux débats politiques et aux querelles ayant agité le SPD. Quoi que de manière moins fla-

grante, l'impératif pédagogique et civique se mêle également aux préoccupations d'ordre scientifique dans l'élaboration de la *Gesellschaftsgeschichte*. Ainsi Hans-Ulrich Wehler ne semble-t-il reconnaître de pertinence à l'approche comparatiste que si elle ne compromet pas une lecture de l'histoire avant tout centrée sur les causes spécifiquement allemandes du nazisme. Car l'enjeu est de promouvoir une « historicisation » qui permette le travail de confrontation des Allemands avec leur passé : « Ce n'est qu'ainsi que les Allemands peuvent poursuivre une méditation autocritique et productive sur le national-socialisme et ses conséquences et notamment éviter le danger d'une apologétique subtile à travers l'externalisation du mal » (p. XXII). Dans cette perspective cathartique, qui n'est pas dépourvue d'une certaine légitimité puisque l'historien se doit également d'être un gardien vigilant du devoir de mémoire, il était difficile d'échapper au *master narrative* du *Sonderweg* dans sa formulation la plus réductrice.

#### LA GRANDE HISTOIRE NATIONALE : UN GENRE OBSOLÈTE ?

Une autre manière de résumer les sentiments partagés qu'inspirent les deux ouvrages recensés dans ces lignes est de souligner le peu de place accordée à une réflexion sur la démarche que représente l'écriture d'une synthèse. La *Gesellschaftsgeschichte* et *Le long chemin vers l'Occident* se présentent comme des blocs compacts, subordonnés à la logique d'un schéma interprétatif éminemment coercitif, et proposent de ce fait une lecture univoque du passé allemand. Certes, par moments, les deux auteurs ne reculent pas devant l'évocation de telle ou telle controverse. Heinrich August Winkler s'interroge ainsi sur la marge de manœuvre qui était celle de la social-démocratie au lendemain de 1918, ou fait le point sur la controverse autour de la « note de Staline » du printemps 1952. Hans-Ulrich Wehler aborde pour sa part des questions essentielles, notamment dans le domaine de l'histoire économique, comme la controverse autour des causes de la crise économique de 1929, lancée par les analyses iconoclastes de Knut Borchardt sur le niveau des salaires sous Weimar, ou celle sur les causes du « miracle économique », autour des thèses de Werner Abelshauser relativisant la signification de la réforme monétaire et de la politique économique mise en œuvre par Ludwig Erhard au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais, dans l'ensemble, on peut regretter la modestie relative des mises en perspective historiographiques, dont l'une des vertus est pourtant de briser le caractère d'évidence que présente trop souvent l'histoire lorsqu'elle est écrite à l'échelle des grandes synthèses. Les nombreux débats suscités par le nazisme sont ainsi évoqués beaucoup trop succinctement. Si Heinrich August Winkler réussit une présentation relativement balancée de la politique d'extermination des juifs, l'ensemble reste très allusif. Hans-Ulrich Wehler expose pour sa part un point de vue très hitlérocentré qui aurait mérité d'être justifié par une discussion beaucoup plus approfondie des débats autour de la nature de la dictature hitlérienne,



quelques allusions aux travaux de Martin Broszat et de Hans Mommsen ne pouvant faire office d'argumentation en bonne et d'ue forme. La discussion intense et sophistiquée que mène la communauté historienne sur la datation de la « Solution finale » est résumée en une phrase, l'auteur se bornant à affirmer qu'il n'existe aucune raison sérieuse de douter que Hitler a ordonné au printemps 1941 le passage au stade de l'extermination de masse (p. 890).

Sans doute la pauvreté relative des analyses historiographiques traduit-elle les impératifs d'une stratégie d'écriture refusant de privilégier une approche trop austère, la restitution trop poussée de l'argumentaire complexe des débats scientifiques étant de nature à décourager le lectorat cultivé, le *Bildungsbürgertum*, cœur de cible visé par les grandes histoires générales de l'Allemagne. À l'inverse, les deux auteurs font la part belle aux grandes figures du panthéon intellectuel allemand, ou bien à des observateurs jugés particulièrement perspicaces de la situation allemande, les uns et les autres constituant des références familières des lecteurs. Ainsi les historiens ne sont pas les seuls, loin s'en faut, à être mentionnés dans le texte. Ils doivent partager la vedette avec Theodor Geiger, André François-Poncet, Thomas Mann ou encore Friedrich Meinecke. Le statut de ces grandes figures n'est pas clair. S'agit-il, dans une perspective d'histoire culturelle, de s'interroger sur les représentations des acteurs et des témoins immergés dans la réalité historique qui fait l'objet de l'analyse ? Dans ce cas, il manque un effort de contextualisation et de problématisation relevant de l'histoire des intellectuels. Ou bien les propos retenus sont-ils considérés comme des grilles de lecture toujours opératoires dont l'historien d'aujourd'hui doit reconnaître la pertinence ? On peut se le demander, lorsque Heinrich August Winkler déclare que Thomas Mann, dans ses considérations sur l'Allemagne et les Allemands formulées en 1945, « se montra à la hauteur du défi intellectuel que Friedrich Meinecke n'avait pas su relever » (p. 559). La survalorisation de la parole des grands témoins, alliée à la minoration des grands débats de l'historiographie, constituent selon nous des options contestables, conférant à l'histoire allemande un caractère de limpidité et d'évidence factices.

La critique, qui peut paraître facile, voire injuste, surtout lorsque l'on fait le bilan des lacunes et des impasses qui sont nécessairement le lot de toute synthèse, conduit à s'interroger sur la légitimité scientifique de l'entreprise dans laquelle se sont engagés Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler. N'y a-t-il pas tout simplement une limite au-delà de laquelle le souci de la synthèse confine à la simplification outrancière, la volonté de rendre intelligible à l'écrasement des perspectives, en bref à l'élaboration d'un discours en décalage trop manifeste avec les avancées de la recherche ? Dans la nouvelle configuration d'une historiographie multiforme et éclatée, la synthèse à l'échelle nationale n'est-elle pas un genre désuet, la butte témoin d'un âge disparu, lorsque la préoccupation des historiens était d'écrire l'histoire de la nation et de son devenir ? À cette époque déjà ancienne, les histoires générales centrées sur l'histoire politique et sur l'État n'étaient pas déconnectées de pans entiers de

l'historiographie, mais la reflétaient dans son essence la plus profonde. Aujourd'hui, en revanche, une histoire générale est souvent considérée comme une réalisation à bien des égards problématique. Ce pessimisme nous paraît toutefois contestable. D'abord parce que, pour une simple question de crédibilité, il paraît difficile d'abandonner à des historiens non universitaires le terrain stratégique des grandes synthèses, l'un des plus à même de démontrer à la société la réalité du travail réalisé par la communauté historique. La vraie question est moins celle de la légitimité de la grande synthèse que celle des stratégies à déployer pour limiter les contraintes qu'impose à l'historien ce genre bien particulier.

Le choix de la stratégie d'écriture appropriée constitue sans conteste l'une des principales difficultés à surmonter. Si nous avons regretté l'insuffisante attention prêtée par nos deux auteurs aux nombreux débats et controverses qui agitent la communauté des historiens de l'Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle, un parti pris plus historiographique n'est pas non plus sans risques. Souvent pratiqué dans un but didactique en France comme en Allemagne, le choix qui consiste à séparer l'exposé des faits (la partie « Nos connaissances », « *enzyklopädischer Überblick* » ou « *Darstellung* » suivant les collections) d'une partie plus réflexive où sont exposées les controverses et les principales orientations de l'historiographie, ne paraît pas plus recevable que le simple récit sans dimension historiographique. Car, en distinguant un socle de connaissances supposées « intangibles » d'une superstructure plus évolutive faite de débats et de controverses, ce schéma véhicule une représentation datée de la « vérité historique ». En revanche, il aurait été envisageable de mêler étroitement les passages historiographiques, les exposés proprement analytiques et les considérations plus descriptives. D'un strict point de vue rhétorique, cette architecture aurait facilité l'élaboration du récit et, par l'entrelac des différents niveaux d'analyse, reflété la diversité des discours historiques, c'est-à-dire suggéré une histoire plurielle, à charge pour le lecteur de la décrypter et de la composer comme bon lui semble. Sans qu'il soit nécessaire de risquer l'aventure d'une construction expérimentale du récit historique, illustrée dans ses potentialités mais aussi ses limites par l'histoire de l'année 1926 de Hans-Erich Gumbrecht, la rénovation du genre de l'histoire générale passe par une réflexion approfondie sur la manière d'organiser la matière historique, sous peine de rester prisonnier de schémas d'écriture dépassés<sup>14</sup>.

Mais l'enjeu n'est pas seulement de briser l'illusion d'univocité qu'induisent souvent les synthèses par leur rhétorique codifiée et conventionnelle. En dernière analyse, n'est-ce pas le recours à des grandes problématiques interprétatives, à des *master narratives* par trop contraignants, qui doit être géré avec la plus grande prudence ? Chez Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler, le

14. Hans Ulrich GUMBRECHT, *In 1926. Living at the Edge of Time*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1997.

paradigme du *Sonderweg* introduit un biais majeur, synonyme d'un appauvrissement des questionnements et d'un rétrécissement des thématiques qui vont au-delà de l'impératif de simplification généré par la contrainte de la synthèse. Il introduit un tropisme téléologique d'autant plus redoutable qu'il n'est pas discuté par les deux historiens, qui présentent l'un et l'autre une histoire weimarienne sous le signe de la crise et de la fatalité<sup>15</sup>. L'approche de la voie singulière interdit également un véritable comparatisme, si ce n'est sous la forme du postulat d'une opposition fondamentale entre le cheminement de l'Allemagne et celui de la France, de la Grande-Bretagne ou encore des États-Unis. Dans cette perspective, l'Occident est à bien des égards un impensé conceptuel. Que faut-il entendre en effet par cette notion ? Chargée d'une connotation fondamentalement positive, elle joue en quelque sorte le rôle d'idéal-type de la société de liberté et de tolérance, résumant la normalité supposée à l'aune de laquelle l'histoire allemande est appréciée. Tout se passe comme si les deux historiens n'avaient pas pris le temps de questionner la réalité même de leur horizon de comparaison, avant d'en faire leur étalon de mesure. Ce n'est pas sombrer dans l'hyperrelativisme que de souligner combien l'histoire des pays occidentaux diffère de l'Occident de conte de fées sous-tendu par la représentation du *Sonderweg*. Du racisme longtemps accepté par les peuples occidentaux comme une évidence, à la violence du processus de colonisation et des guerres de décolonisation, en passant par la brutalité des antagonismes sociaux qui ont parfois confiné à la guerre sociale ou civile, ou encore par la condition inférieure réservée aux femmes ou par l'intolérance manifestée vis-à-vis de tant de comportements culturels ou sexuels jugés malsains ou dégénérés, la liste est longue des phénomènes qui témoignent de l'ambivalence de la modernité occidentale. Si l'on part d'une représentation moins idéalisée, l'opposition entre la « normalité occidentale » et l'« exception allemande » apparaît moins évidente, d'autant que l'histoire occidentale, dans sa dimension économique, sociale et culturelle, est faite de mutations fondamentales, qui ont bouleversé la société allemande au même titre que d'autres sociétés de niveau de développement équivalent. Rien n'interdit donc de promouvoir une grille de lecture plus ouverte, qui permette d'identifier dans l'histoire de l'Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle un cas de figure d'une évolution plus globale.

Sans doute Hans-Ulrich Wehler revient-il sur des analyses plus sévères formulées dans les années antérieures. Il concède que l'État impérial était un État de droit et l'un des plus avancés de la planète sur le plan de la législation sociale, reflétant ainsi les évolutions de l'historiographie qui ont conduit depuis une vingtaine d'années à relativiser fortement le constat d'une opposition radicale entre l'Empire allemand d'un côté, les démocraties française et

15. Pour des réflexions critiques sur l'écriture classique de l'histoire weimarienne, voir Moritz FÖLLMER, Rüdiger GRAF (dir.), *Die «Krise» der Weimarer Republik. Zur Kritik eines Deutungsmusters*, Francfort, Campus, 2005.

anglaise de l'autre. Mais cet effort de recontextualisation ne concerne pas les années qui suivent 1918. Dans les deux ouvrages, le fascisme et les régimes autoritaires de droite qui se mettent en place dans l'Europe de l'entre-deux-guerres sont étonnamment peu présents. Certes, le rejet de la démocratie a pris un caractère particulièrement aigü en Allemagne, mais une réflexion comparative rapide aurait permis de rappeler que même les démocraties les plus solides ont été confrontées à une recrudescence de la contestation des principes libéraux et démocratiques. Si le nazisme n'est sûrement pas le fruit du hasard, s'il résulte de facteurs multiples relevant pour une part de la singularité du cheminement allemand dans les décennies qui ont précédé, il est également le produit d'une époque marquée par la montée en puissance des « fascismes ». Rappeler cette évidence ne revient aucunement à nier la spécificité du phénomène nazi et notamment celle de Shoah, dont il est historiquement fondé de souligner le caractère unique dans l'histoire. La comparaison avec les autres phénomènes de violence au xx<sup>e</sup> siècle permet ainsi de souligner la radicalité inédite dans l'histoire de l'entreprise d'extermination nazie. Reste que les crimes nazis ne peuvent être déconnectés du contexte qui les a générés. Au-delà du niveau national, au-delà de l'étude du fonctionnement de l'État nazi et de l'implication de la société allemande dans leur mise en œuvre, les historiens ont également à déterminer jusqu'à quel point ils sont la résultante d'idéologies – le nationalisme, l'impérialisme, le colonialisme, l'eugénisme, le racisme, l'antisémitisme racial – et de mécanismes – tels que l'embrigadement des populations, la guerre totale, la répression de masse – qui se laissent observer dans bien d'autres pays, même si c'est dans des configurations différentes et moins radicales. Le nazisme a autant constitué l'un des cas de figure générés par le jeu des possibles de la modernité occidentale qu'il a été le produit d'une configuration nationale spécifique. Ces deux niveaux d'analyse ne s'excluent pas, mais se complètent. Le peu de cas fait par les deux auteurs des discussions, il est vrai complexes et délicates, autour de la pertinence du binôme modernisation/modernité pour rendre compte du nazisme, paraît donc difficilement justifiable.

Le comparatisme biaisé qu'induit la perspective du *Sonderweg* est également à l'origine d'un autre rétrécissement très contestable de la perspective: le manque d'attention accordée aux phénomènes économiques, sociaux et culturels. La préférence donnée à une approche politique de l'histoire conduit en effet à mettre en évidence les évolutions jugées les plus constitutives d'un retard, d'un écart, d'une histoire à part. La prise en compte plus attentive de la tertiarisation de l'économie, de l'émergence de la culture de masse, de la massification de la consommation, de la libéralisation des mœurs, aurait conduit, il est vrai, à mettre en évidence des similitudes profondes entre l'Allemagne et d'autres pays. Autrement dit, l'histoire politique n'est que l'une des mises en intrigue envisageables. D'autres histoires, avec pour acteur principal le processus de modernisation ou les catégories dominées, ne seraient pas moins légitimes et pertinentes pour rendre compte du passé allemand, mêmes si elles introduiraient également

des biais contestables. Arbitraire, la priorité accordée à l'histoire de l'État et de la nation n'incite guère par ailleurs à questionner la pertinence des grandes césures chronologiques de l'histoire allemande. Certes, on ne saurait nier la réalité des ruptures profondes induites par les années 1918, 1933, 1945 ou 1989. Mais leur sacralisation dans les récits classiques a pour conséquence la négligence du temps long des phénomènes économiques, sociaux et culturels. Il y a là des effets de perspective sur lesquels il n'aurait pas été absurde de s'interroger. L'histoire allemande prend d'autant plus facilement un caractère catastrophique et singulier lorsqu'elle est considérée à l'échelle des trente années qui vont de 1914 à 1945. Mais envisager l'histoire du même pays à une échelle séculaire menant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la fin du XX<sup>e</sup> siècle peut induire un changement de regard : sans relativiser les guerres et les crimes qui sont à certains égards le propre de l'histoire allemande des années 1910 aux années 40, d'autres phénomènes moins spécifiques apparaissent, qui conduisent à intégrer l'histoire de l'Allemagne dans la perspective d'une convergence d'ensemble des sociétés européennes, analysée dès la fin des années 80 par Hartmut Kaelble<sup>16</sup>. Mais sur le plan politique également, les grandes césures du passé allemand doivent être considérées avec souplesse. Les continuités générationnelles et idéologiques qui relient l'après 1945 aux périodes antérieures, pas seulement les années weimariennes mais également le précédent impérial, ne sont ainsi pas suffisamment prises en compte par Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler.

Au regard des appels qui se multiplient en faveur d'une européanisation de l'histoire allemande ou d'une approche transnationale des objets historiques<sup>17</sup>, le squelette interprétatif du *Sonderweg* apparaît en définitive très daté, traduit un certain décalage, non seulement par rapport aux avancées de la recherche la plus pointue, mais également par comparaison avec d'autres approches dont l'ambition est de repenser l'impératif de la synthèse. Piloté par le German Historical Institute de Washington et l'Université Humboldt de Berlin, le projet éditorial « Competing Modernities » ambitionne précisément de casser les schémas chronologiques traditionnels, de s'interroger sur la notion même de rupture et de cerner les « aspects centraux de la modernité émergente » dans deux pays, les États-Unis et l'Allemagne, qui ont pour point commun d'être des *late comers* sur la scène mondiale<sup>18</sup>. Dans cette

16. Hartmut KAEUBLE, *Vers une société européenne : une histoire sociale de l'Europe : 1880-1980*, Paris, Belin, 1988.

17. Sebastian CONRAD, « Doppelte Marginalisierung : Plaidoyer für eine transnationale Perspektive auf die deutsche Geschichte », *Geschichte und Gesellschaft*, 28, 2002, p. 145-169 ; Sebastian CONRAD, Jürgen OSTERHAMMEL (dir.), *Das Kaiserreich transnational : Deutschland in der Welt, 1871-1914*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004 ; Ute FREVERT, « Europeanizing German History », *GHI Bulletin*, n° 36, printemps 2005, p. 9-24 ; Jürgen OSTERHAMMEL, *Geschichtswissenschaft jenseits des Nationalstaates. Studien zu Beziehungsgeschichte und Zivilisationsvergleich*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2001 ; Jürgen OSTERHAMMEL, « Transnationale Gesellschaftsgeschichte : Erweiterung oder Alternative ? », *Geschichte und Gesellschaft*, 27, 2001, p. 464-479.

18. Voir la présentation du projet sur le site du *German Historical Institute* de Washington : <http://www.ghi-dc.org/>.

perspective, la spécificité de l'histoire de chacun des deux pays n'est pas ignorée, ce qui serait absurde, mais repensée dans une démarche authentiquement comparative beaucoup plus prometteuse que le comparatisme induit par une lecture trop germano-centrée du passé allemand.

\* \* \*

Au total, il apparaît que le méta-récit du *Sonderweg* exerce une contrainte excessivement forte sur l'écriture de l'histoire mise en œuvre par Heinrich August Winkler et Hans-Ulrich Wehler. Il constitue un cadre d'analyse qui ne se laisse pas facilement subvertir, une structure interprétative particulièrement rigide dont les deux historiens sont en quelque sorte prisonniers en dépit de leur puissance analytique. Dans le tome 4 de la *Gesellschaftsgeschichte*, ici ou là, au détour d'un paragraphe, le lecteur attentif peut trouver une remarque brève qui vient contrebalancer le caractère à bien des égards caricatural des principales thèses martelées tout au long de l'ouvrage. Mais ces contrepoints *mezzo voce* ne suffisent pas à briser le carcan interprétatif global<sup>19</sup>.

La difficulté majeure que rencontre l'historien qui écrit l'histoire vue d'en haut est de donner du sens à ce qu'il écrit. À cette échelle d'analyse, ce souci légitime risque de le transformer en essayiste aventureux simplifiant outrageusement la diversité historiographique. Outre le *Sonderweg*, il ne manque en effet pas d'autres lectures ambitieuses du passé allemand qui présentent elles aussi les caractéristiques d'un méta-récit réducteur. Que l'on songe simplement à la notion de totalitarisme, si usitée dans les premiers temps de l'Allemagne fédérale. À son heure de gloire, en pleine guerre froide, ce paradigme avait tous les attributs d'une *Meistererzählung* en étroite interaction avec l'air du temps. Il a par la suite décliné pour connaître un certain *revival* depuis la chute du Mur. Il est donc moins surprenant qu'il n'y paraît au premier abord de voir Heinrich August Winkler et Hans Ulrich Wehler y recourir abondamment, sous une forme d'ailleurs assez schématique.

Pour Hans-Ulrich Wehler, la prise de pouvoir hitlérienne constituerait ainsi l'exemple même de la «révolution totalitaire», ce «bouleversement politico-social» d'un «nouveau type» qui fait son apparition au XX<sup>e</sup> siècle, au même titre que la révolution bolchevique de 1917 et la révolution chinoise de 1949 (p. 603). La resucée d'un schéma interprétatif dont il aurait été intéressant de faire un bref historique afin de pouvoir en discuter la pertinence heuristique explique, autant que le recours à la problématique du *Sonderweg*, une lecture datée du nazisme, centrée sur la figure d'un *Führer* charismatique subjuguant les masses fanatisées. La force intrinsèque du paradigme commande là aussi la logique de l'analyse, Hans-Ulrich Wehler n'hésitant pas à présenter

19. Étant moi-même l'auteur d'une tentative de synthèse, je suis parfaitement conscient des difficultés d'une telle entreprise: Jean SOLCHANY, *L'Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle. Entre singularité et normalité*, Paris, PUF, 2003.

la propagande nazie qui met en scène des foules enthousiastes comme le reflet de la réalité. Lui et Heinrich August Winkler se réfèrent également à la notion de religion politique, le second parlant même de « religion politique totalitaire », sans toutefois prendre le temps de préciser un concept qui, faute d'être défini avec rigueur, sert moins l'analyse qu'il ne conforte des représentations stéréotypées du passé encore très présentes dans les mentalités. De même aurait-il été nécessaire de justifier le crédit accordé à la formulation très contestable de « guerre de 30 ans » utilisée pour désigner la période 1914-1945.

Pour l'historien soucieux de promouvoir une lecture aussi ouverte que possible du passé allemand au xx<sup>e</sup> siècle, le défi est bien de forger un cadre d'analyse suffisamment rigoureux pour échapper au risque de la superposition des récits et suffisamment lâche pour éviter l'écueil majeur de l'enfermement dans un méta-récit appauvrissant.

Jean SOLCHANY  
*LARHRA UMR 5190 – CNRS*  
*Institut d'Études Politiques de Lyon*  
14, avenue Berthelot,  
69365 Lyon Cedex 07  
*solchany@club-internet.fr*